

Agriculture responsable ou irresponsable ?

Vendredi 13 mai, paraissait un communiqué de presse de FNE Midi-Pyrénées (France Nature Environnement Midi-Pyrénées) avec un titre on ne peut plus clair : « Sécheresse en Midi-Pyrénées : changement profond des pratiques culturales et agronomiques, la SEULE solution durable pour faire face au changement climatique ». Quatre points dénoncent en substance toute agriculture irriguée.

« L'irrigation est l'usage le plus consommateur d'eau »

Notre réponse est claire. Entre irriguer un maïs conso pour donner à manger à des animaux qui nous nourrissent quotidiennement et remplir la piscine ou arroser les bandes enherbées du tramway et des ronds-points de plus en plus nombreux qui plus est avec l'eau de salubrité, le choix paraît simple. Beaucoup néanmoins s'élèvent contre l'irrigation en France. Ils oublient que ce qu'ils mangent, souvent importé, est produit dans des conditions bien plus dangereuses pour l'environnement et pour leur propre santé (farine animale, pesticides autorisés à l'étranger et interdits en France).

On oublie souvent que les agriculteurs font des efforts pour réduire leur consommation d'eau et adapter les apports aux besoins des plantes (matériel performant, bilans hydriques). Les réseaux d'irrigations sont également rénovés pour limiter les fuites. Qu'en est-il des réseaux d'eau potable ?

« La solution est-elle dans la construction de réserves de stockage en eau ? »

FNE avance que non puisqu'un grand nombre de retenues a été créé et que le problème persiste. Au contraire, la création de ces retenues et barrages a eu un effet tout à fait bénéfique puisque nous remarquons que le débit objectif d'étiage* est bien moins souvent atteint qu'auparavant. Même observation concernant le débit d'étiage seuil d'alerte qui donne lieu à des restrictions.

Entre 2000 et 2007, la SAU irriguée de Midi-Pyrénées a diminué de 22% alors que dans le même temps, elle augmentait de 6,4% au niveau national.

« Il y a urgence à faire appliquer la politique des volumes prélevables ».

FNE a visiblement mal compris le fonctionnement de l'irrigation en France.

Aujourd'hui la gestion de l'eau se fait par les débits. La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) propose la gestion de l'eau par les volumes. Quelle est la différence? Quand l'eau manque, ça ne change rien, et quand il y a de belles réserves, les agriculteurs ne pourront pas pomper plus. Et l'eau passe, et l'eau se perd...

En ce qui concerne « ceux qui bloquent avec force l'application de la LEMA », qui est-ce? Les agriculteurs ne s'y opposent pas tant qu'elle est faite dans une logique constructive et pérenne et surtout équitable. Les termes de l'application de cette loi sont en discussion et il faut laisser le temps aux décideurs

de trouver le meilleur compromis possible entre citoyens, industries et agriculture.

La Haute-Garonne accueille chaque année 19.000 habitants supplémentaires qui eux aussi ont leurs besoins (100 à 150 L/jour). Alors, nous sommes tous responsables et un tel changement de fonctionnement ne doit pas se faire dans la précipitation.

« Nous sommes au pied du mur, un changement de pratique agricole s'impose ».

FNE propose entre autres solutions des semis sous couverts, des haies et de l'agroforesterie. Les solutions agronomiques sont intéressantes mais ne font pas tout.

Pour les semis sous couvert, il apparaît logique que deux cultures en place sur la même parcelle consommeront forcément plus d'eau qu'une seule.

Concernant les haies, elles empêchent l'érosion et sont un bonheur paysager. Cela coûte très cher à mettre en place. Les agriculteurs ont eu des subventions pour le faire et ils l'ont fait. L'agroforesterie, grand débat sur la rentabilité surtout à court terme. La seule rentabilité c'est la vente de bois. Ce n'est pas avec du chêne ou du peuplier qu'on va nourrir la planète, quelques piboulades ou truffes, mais rien de plus. Une étude de l'INRA montre clairement que la rentabilité n'est possible qu'après 25 ans d'exploitation. A moins de subventionner aussi l'implantation d'arbres, un agriculteur, au vu de la volatilité des marchés depuis plusieurs années, ne dépensera jamais un centime pour planter des arbres qui lui rapporteront dans 25 ans,

même si cette rentabilité / ha monte à 1.3. Quant à la rotation parcellaire ou le développement des protéagineux... Qu'est-ce que tout ça a à voir avec l'économie d'eau? FNE se trompe de débat et devrait aller regarder le tarif horaire du salaire d'un agriculteur avant de lui proposer de passer son dimanche (ou plus tôt ses nuits, car pour le paysan, le dimanche est un jour travaillé) à planter des arbres.

De plus, si l'irrigation en Haute-Garonne subit une coupe sèche, les éleveurs ne pourront plus nourrir leurs bêtes avec leurs productions et nos maraîchers ne feront plus pousser de salade. FNE veut peut-être que nous arrêtions de consommer local. Il est de la responsabilité de tous d'être actifs dans les changements de notre société mais ces changements ne se font pas en un jour et plutôt que d'enfoncer les agriculteurs ou de les montrer du doigt, il est important de les former et de les accompagner dans ces évolutions. Que ce soit par la scolarité ou l'accompagnement technique des conseillers agricoles des Chambres d'Agriculture, les agriculteurs s'investissent pour une agriculture durable.

Alors, merci FNE mais nous n'avons pas besoin que vous tiriez sur l'agriculture à boulets rouges pour entreprendre ces changements ■

FDSEA31, JA31, CR

*Valeur de débit d'étiage : valeur en un point au-dessous de laquelle il est considéré que l'ensemble des usages (activités, prélèvements, rejets,...) en aval est en déséquilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique